



# Malaisie

Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

## Données générales 2010

**Superficie :** 329 758 km<sup>2</sup>

**Capitale :** Kuala Lumpur  
Putrajaya (capitale administrative)

**Monnaie :** Ringgit malaisien

**Langues :** Malais, anglais, mandarin, tamoul

**Population :** 28,25 millions d'habitants à fin 2010

**Démographie :** âge médian : 26,5 ans

Taux de croissance annuelle de la population : 1,6 %

Espérance de vie = ♂ 71,7 ans et ♀ 76,5 ans

**Infrastructures :** grands ports commerciaux au Sud et à l'Ouest de la péninsule, réseau autoroutier péninsulaire nord-sud très satisfaisant, réseau routier en état satisfaisant, réseau ferroviaire peu dense, lignes aériennes intérieures (très satisfaisantes, à bas prix).



Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

## Données politiques

**Type de régime :** monarchie constitutionnelle régie par un système démocratique parlementaire fédéral.  
Le roi est élu parmi les sultans héréditaires de neufs États de la fédération pour un mandat de cinq ans.

### Date des dernières et prochaines élections :

- Dernières élections : mars 2008
- Prochaines élections : au plus tard en mars 2013. Pourraient très certainement être appelées de manière anticipées entre la fin 2011 et courant 2012.

### Les principaux dirigeants :

Premier ministre : Najib Tun Razak (depuis mars 2009)

Vice-Premier ministre : Muhyiddin Yassin (depuis mars 2009)

Treizième et actuel *Yang di Pertuan Agong* (roi) : Tuanku Mizan Zainal Abidinla (jusqu'en fin 2011)

**Durée du mandat parlementaire :** 5 ans maximum (système Westminster).

## Données économiques en 2010

*Nota : une partie des données et analyses économiques sont issues des travaux du Service économique régional de Singapour.*

### Principaux indicateurs économiques

Indicateurs	Pays	France
PIB	238 Mds USD	2 555 Mds USD
Dette publique en % du PIB	52,6 %	83,5 %
PIB par habitant/an en PPA	14 603 USD	33 300 USD
Taux de croissance	7,4 %	1,5 %
Taux d'inflation	1,7 %	1,8 %
Taux de chômage	3,5 %	9,5 %

*Taux de change : 1 euro = 4,18 ringgits (27/01/2011) - 1 dollar = 3,05 ringgits (27 janvier 2011)*

*Sources : INSEE / Banque de France / Department of Statistics Malaysia and CIA factbook*

### Situation économique et financière du pays

Depuis 1960, la Malaisie a connu une croissance de près de 7 % par an en moyenne, alors que sa population augmentait de 2,6 % par an (28,3 millions d'habitants en 2010). L'économie est caractérisée par sa forte ouverture aux échanges (taux d'ouverture de 152 % du PIB en 2010). Alors que les ressources en hydrocarbures s'amenuisent (risque d'épuisement des réserves pétrolières d'ici 2 ou 3 décennies), les autorités entendent faire évoluer le modèle de croissance pour permettre au pays de sortir de la trappe à revenus intermédiaires dans lequel il se trouve, pour rejoindre les économies à hauts revenus d'ici à 2020. En mars 2010, le gouvernement a ainsi dévoilé son « nouveau modèle économique » fondé sur la promotion de l'innovation et la recherche de gains de productivité. Ce vaste programme qui s'inscrit dans les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> plans couvrant les périodes 2011-2015 et 2016-2020, se traduit concrètement par le « Programme de transformation économique » (ETP) présenté en septembre 2010, décliné en 12 secteurs-clefs et 131 programmes sectoriels.

### Politiques fiscale et économique du pays

#### Après le net rebond de l'économie en 2010, les perspectives de croissance sont favorables pour 2011

Fortement touchée par la crise du fait de la forte baisse de la demande externe, la Malaisie a connu une décroissance de 1,7 % en 2009 moins marquée qu'initialement redouté, grâce notamment aux efforts budgétaires consentis (près de 10 % du PIB étalés sur 2009 et 2010) et au rebond constaté sur le dernier trimestre 2009 (+ 4,4 % en g.a). Sur l'ensemble de l'année 2010, le pays a connu une reprise en « V » grâce en particulier à la performance enregistrée sur les deux premiers trimestres (hausse du PIB respectivement de 10,1 % et 8,9 %) bénéficiant d'un effet base très favorable. En dépit d'un ralentissement sur la 2<sup>nd</sup>e moitié de l'année (+ 5,3 % au 3<sup>e</sup> trimestre et + 4,8 % sur le dernier trimestre), lié à une demande externe moins soutenue (en particulier pour les biens électroniques), la Malaisie a enregistré sur l'ensemble de l'année une croissance de 7,4 %, soit la meilleure performance de la décennie écoulée.

La décélération de la demande externe au 2<sup>nd</sup> semestre a été compensée par la hausse continue de la consommation privée (+ 8,7 % sur l'année), portée par un faible taux de chômage (3,3 % en fin de période) couplé à la hausse du crédit (+ 10 % en g.a), et le rebond de l'investissement (+ 12,7 % sur un an) tiré par le processus continu de restockage. Rapporté au PIB, l'investissement a retrouvé ses niveaux d'avant crise, à 21,3 %. Pour 2011, la croissance devrait être moindre, de l'ordre de 5 % selon les institutions internationales (proche du potentiel), contre un objectif de 5 % à 6 % fixé par le Premier ministre. L'économie devrait notamment souffrir du ralentissement attendu des exportations sur la 1<sup>re</sup> partie de l'année, avec une décélération à court terme *a priori* prononcée compte tenu de l'impact du séisme du 11 mars dernier au Japon, 1<sup>er</sup> fournisseur (12,6 % des importations en 2010) et 3<sup>e</sup> client du pays (10,4 % des

exportations). L'essentiel de la croissance sur le 1<sup>er</sup> semestre devrait ainsi résulter de la consommation et de l'investissement privés, avant que les exportations ne prennent le relais à partir du 3<sup>e</sup> trimestre.

Sur le plan externe, l'excédent commercial est resté confortable en 2010, à 34 Mds USD, soit 14,3 % du PIB, continuant à alimenter l'excédent du compte courant, bien qu'en contraction de 3 points (à 12,3 % du PIB) par rapport au niveau d'avant crise. Les réserves de change ont progressé sur l'année de près de 10 Mds USD. Fin février, elles s'établissaient à 109,8 Mds USD, soit plus de 8 mois d'importations et 4,3 fois la dette de court terme. Bien qu'une nouvelle fois déficitaire, la position du compte financier s'est améliorée, à - 7 Mds USD (2,9 % du PIB), après -23,5 Mds USD en 2009. Cette réduction du déficit résulte en partie de la forte hausse des entrées de flux d'investissements de portefeuille (plus de 11 Mds USD sur l'année) et de flux d'IDE (+ 7 Mds USD en 2010). Pour autant, les flux nets d'IDE sont restés négatifs, pour la 5<sup>e</sup> année consécutive, du fait notamment d'une augmentation constante des IDE sortants. Les entreprises proches de l'État (GLC) investissent ainsi majoritairement à l'étranger (cas notamment de Petronas dont les 2/3 des investissements se situent hors du pays, ou des banques).

### **Si l'inflation et le risque de bulles paraissent maîtrisés, le déficit budgétaire demeure préoccupant**

Du point de vue monétaire, la Banque centrale a initié la normalisation de sa politique en mars 2010 en augmentant son principal taux directeur de 25 pbb. Deux autres hausses graduelles ont porté le taux à 2,75 %. À ce stade, elle estime inutile d'accélérer son relèvement (qui était à 3,5 % avant la crise). L'inflation est en effet maîtrisée, en particulier au regard de ses voisins : sur l'année, elle s'est établie à 1,7 % et son accélération, constatée depuis trois mois, reste contenue (2,9 % en g.a en février). Pour 2011, selon la Banque centrale, l'inflation en moyenne s'établirait entre 2,5 % et 3,5 %, la hausse des prix, en particulier alimentaires et énergétiques, étant compensée par l'appréciation continue, mais maîtrisée, du ringgit vis-à-vis du dollar (+ 9,3 % en termes nominaux en 2010). L'appréciation du ringgit reste en effet contenue par l'importance des sorties de capitaux par les résidents (dont une partie serait réalisée de façon informelle au vu du niveau très élevé du poste erreurs et omissions de la balance des paiements). Les risques de création de bulles d'actifs ne se sont pas encore matérialisés. Seul le très haut de gamme immobilier connaît des tendances spéculatives dans certains quartiers de la capitale et la bourse a certes progressé (+ 19,9 %), mais à un rythme moindre que ceux des autres places de la région. La Banque centrale a relevé néanmoins son ratio de réserves obligatoires de 1 à 2 % depuis le 1<sup>er</sup> avril.

S'agissant de la politique budgétaire, la principale difficulté consiste à réduire durablement le déficit budgétaire, passé de 7 % du PIB en 2009 à un peu moins de 5 % fin 2010 (contre 3,2 % en 2007). Si cette contraction résulte en partie de la baisse des dépenses courantes et de l'initialisation du programme de réduction des subventions, elle s'explique essentiellement par la nette progression du PIB nominal en 2010. L'année 2011 devrait ainsi de nouveau se solder par une dégradation du déficit. La difficulté principale tient dans la faiblesse des marges de manœuvre. Du point de vue des ressources, près de 40 % des recettes totales proviennent des revenus d'hydrocarbures. Hors hydrocarbures, le déficit budgétaire dépasserait 11 % du PIB. Plus généralement, la Malaisie demeure pénalisée par l'étroitesse de l'assiette fiscale : seul un million de travailleurs sur 11,5 millions d'actifs est assujéti à l'impôt sur le revenu. Or, les mesures de consolidation programmées (réduction continue des subventions, qui représentent encore 5 % du PIB d'après le FMI, introduction de la TVA) ne devraient, en pratique, être mises en œuvre qu'après les prochaines élections, prévues au plus tard en 2013. Compte tenu de la persistance du déficit budgétaire, la dette publique reste élevée à 54 % du PIB (contre moins de 40 % en 2008).

### **Le manque d'investissement privé reste le principal obstacle à la réussite du nouveau modèle de croissance**

Dans le sillage des mesures de libéralisation adoptées en avril 2009 (ouverture de 27 sous-secteurs de services), le Premier ministre a dévoilé en mars 2010 le « nouveau modèle de croissance » destiné à doubler le revenu par habitant d'ici à 2020 pour le porter à 15 000 USD par habitant contre 8 100 USD actuellement (supposant une progression des revenus de 6 % par an). La réalisation de ce nouveau modèle implique toutefois la mise en œuvre rapide des réformes structurelles capables d'accroître la productivité (condition nécessaire à la hausse des revenus sans obérer la compétitivité), à travers notamment un surcroît d'investissement privé tant domestique qu'étranger (IDE), tout en faisant évoluer les moteurs actuels de la croissance pour faire de la Malaisie un pays tourné vers l'innovation et les produits haut de gamme. Ce plan repose en effet pour l'essentiel sur une relance de l'investissement privé, qui doit représenter 92 % des financements nécessaires. Or, le taux d'investissement privé est passé de 30 % du PIB à la veille de la crise de 1997, à 10 % (point bas de 9,5 % en 2009). Le taux de croissance potentielle s'est logiquement réduit passant de 7 % en 2000 à 5 % actuellement.



La difficulté tient dans la forte réticence des investisseurs face à ces handicaps : une rentabilité médiocre, assortie d'une forte volatilité liée notamment aux variations des cours des matières premières, une surcapacité dans certains secteurs provoquée par l'essor de la concurrence asiatique (en particulier chinoise), et un environnement des affaires qui reste marqué par les débats inter-ethniques et les privilèges toujours détenus par les « *bumiputras* ». À ce titre, la mise en œuvre du « nouveau modèle économique » demeure incertaine en raison des profondes évolutions de la société qu'il requiert. Le volet innovation du plan gouvernemental reste flou. La part de la recherche et développement demeure faible (0,69 % du PIB, à comparer aux 1,7 % de la Chine), et les entreprises malaisiennes n'ont manifestement pas de stratégie volontariste en la matière. Elles attendent des initiatives gouvernementales qui restent contraintes par les déficits publics.

## Accords politiques, juridiques et multilatéraux

Un **accord de non-double imposition** a été signé entre la France et la Malaisie le 24 avril 1975. Sa modification, par l'avenant de 1991, est entrée en vigueur le 6 mai 1992. Cette convention permet d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus qui résulterait de l'application concurrente des législations malaisienne et française. Aussi, chacun des deux États impose les revenus de ses résidents respectifs.

La Malaisie est aussi membre de l'**APEC** (*Asia Pacific Economic Cooperation* ou Coopération économique pour l'Asie Pacifique), dont le Mexique, les États-Unis, le Chili et la Russie sont également membres, mais aussi du **BIMP-EAGA** (*Brunei, Indonesia, Malaysia and Philippines East ASEAN Growth Area*), de l'**IMT-GT** (*Indonesia Malaysia Thailand Growth Triangle*) et de l'**EMEAP** (*Executives' Meeting of East Asia-Pacific Central Banks*).

La Malaisie **fait partie de l'OMC depuis sa création**, et également de l'ASEM, de l'APEC, du FMI et de la Banque mondiale (depuis 1985). **Le pays est membre fondateur et adhérent de l'ASEAN.**

Sur le plan financier, outre plusieurs accords bilatéraux de *swaps* de devises (dont un accord RMB/MYR de 11 Mds USD signé en 2009 avec la Banque Populaire de Chine), la Malaisie participe aux **initiatives de l'ASEAN+3**, dont la Chiang Mai multilatéralisée et la facilité régionale de garantie obligataire (*Credit Guarantee and Investment Facility*).

Commercialement, la Malaisie participe activement à la reprise des négociations du *Trans-Pacific Partnership* qui élargirait ses débouchés. L'**accord ASEAN-Chine** est vu comme une opportunité d'accélérer les changements sectoriels structurels. Plus généralement, l'ASEAN est perçue comme une instance efficace de dialogue avec la Chine sans aller pour autant jusqu'à soutenir une institutionnalisation plus prononcée de l'organisation. Des **accords de libre-échange** (ALE) ont été signés avec le **Japon, le Chili, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et récemment l'Inde**. Un ALE est en cours de négociation avec l'Australie. Le pays est toujours attaché à la conclusion du cycle de Doha, perçu comme le meilleur garant face au risque de protectionnisme. Des négociations avec l'Union européenne en faveur d'un accord de libre-échange ont été lancées fin 2010 (3<sup>e</sup> cycle en mai 2011) auxquelles la partie malaisienne participe activement.

## Commerce extérieur

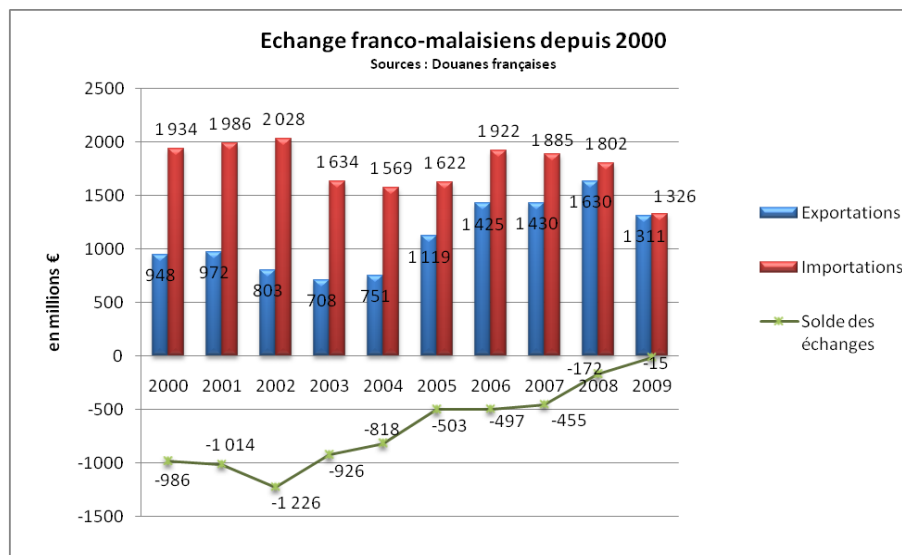
Importations en 2010 :	149,2 Mds USD
Exportations en 2010 :	192,8 Mds USD
Poids de la France dans les importations du pays :	1,5 % des importations de la Malaisie

## État des lieux du commerce extérieur

La Malaisie est le troisième partenaire commercial de la France au sein de l'ASEAN derrière Singapour et la Thaïlande. Elle est par ailleurs son 42<sup>e</sup> client et son 43<sup>e</sup> fournisseur au niveau mondial. En 2009, les échanges franco-malaisiens ont souffert de l'effondrement du commerce mondial et se sont contractés de 23 %. La dynamique commerciale est néanmoins repartie depuis le début de l'année 2010, parallèlement à l'ensemble des performances économiques du pays. La coopération économique pourrait être encore renforcée par l'exploitation de nouveaux marchés, mais également par le traitement des obstacles au commerce.



Concernant l'évolution de la balance des échanges entre les deux pays, le solde commercial français est déficitaire depuis une dizaine d'année, mais ce déficit se réduit. En 2008, les échanges bilatéraux se sont élevés à 3,4 milliards d'euros.



## Les secteurs porteurs et la présence française

Secteurs	Poids de l'offre française
1 Cosmétiques et parfums	13 % (cosmétiques) dont 45 % de parfums
2 Vins et spiritueux	2 <sup>e</sup> fournisseur de vins dont 13 % de vins tranquilles
3 Produits électriques et électroniques	nc

Source : SER, ME

- Les exportations des produits électriques et électroniques ont représenté 46 % des exportations totales du pays en 2010, soit un montant de 249,7 M MYR (environ 59 M EUR).
- Le montant estimé des projets de BTP en 2007 était d'environ 18,5 Mds EUR. Les besoins de ce secteur en perpétuelle croissance se font plus techniques et élaborés. La conservation énergétique et la construction durable en général sont les dernières tendances porteuses pour les exportations françaises.
- Le marché des cosmétiques était évalué en 2007 à environ 802 M EUR, avec une croissance de 6 % par an, et une estimation de 850 M EUR d'ici 2010. De son côté, le marché des parfums s'élevait en 2007 à 50,2 M EUR et la France maintient sa première place de fournisseur de parfums. Les produits français représentent près de 45 % du total des importations, pour une valeur de 32,5 M EUR en 2008 avec une croissance de 66,07 % par rapport à 2007.
- D'ici 2011, on prévoit une augmentation de 23,7 % du volume des ventes de vins en Malaisie. La part de marché des vins tranquilles français représente plus de 13 % en volume et 17 % en valeur.

## Les investissements

	IDE français en Malaisie	IDE malaisiens en France
2007	202 M EUR	152 M EUR
2008	279 M EUR	159 M EUR
2009	295 M EUR	nc

Source : Banque de France

En 2010 La Malaisie est le 23<sup>e</sup> pays qui a accueilli le plus d'investissement Français ou (IDE).

### Les investissements

Les chiffres de la Banque de France font apparaître que les stocks d'IDE français en Malaisie sont en forte augmentation : ils représentaient 205 M EUR en 2007, 226 M EUR en 2008 et 295 M EUR en 2009 (soit 43,9 % d'augmentation en deux ans).

Mais ces chiffres ne prennent pas en compte les entreprises dont la présence en Malaisie est le résultat du rachat d'une *holding* dans un pays tiers, ni les investissements réalisés à travers des filiales financières enregistrées dans d'autres pays européens, ni celles pour lesquelles la valeur de l'actif en Malaisie s'est considérablement accrue depuis l'investissement initial. Une évaluation conservatrice faite par le Service économique de Kuala Lumpur indique une valeur de stock supérieure à 6 Mds EUR.

Fin 2010, plus de 250 implantations d'entreprises françaises étaient recensées en Malaisie contre 165 en 2006. Ainsi, en l'espace de 4 ans, la présence française en Malaisie – ainsi mesurée – s'est accrue de près de 50 %.

Les secteurs privilégiés sont les infrastructures, les transports et les industries (135 filiales) ainsi que les nouvelles technologies, l'innovation et les services (une soixantaine filiales). Les raisons avancées sont diverses : bonnes infrastructures, main-d'œuvre anglophone, coûts de production compétitifs, localisation stratégique en Asie du Sud-Est, nombreuses incitations fiscales, marché en expansion, etc.

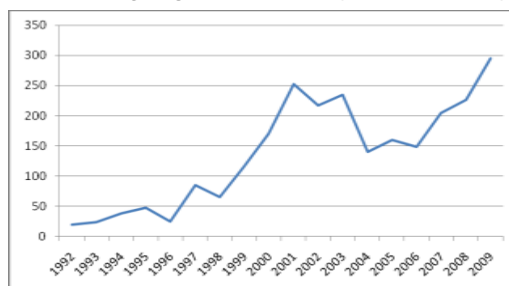
À l'instar de Peugeot, de Lafarge ou d'Alstom, une quarantaine d'entreprises ont installé leur siège régional en Malaisie, rôle qui était traditionnellement dévolu à Singapour. Les raisons évoquées sont essentiellement un coût de la vie inférieur, pour une qualité de vie et d'infrastructures à peu près similaire.

De plus, de nombreuses PME françaises ont délocalisé (totalement ou partiellement) leurs activités de la Chine vers la Malaisie, où l'environnement des affaires leur semble plus abordable.

Les investisseurs français restent largement devancés par les Japonais, les Chinois, les Singapouriens, les Coréens et les Étatsuniens, ainsi que par les Allemands, les Néerlandais, les Norvégiens et les Danois.

Cette relative sous-représentation des investissements français en Malaisie pourrait être corrigée grâce à l'émergence des nouveaux marchés privilégiés par le gouvernement malaisien dans le cadre du Nouveau modèle économique annoncé en mars 2010 : technologies vertes, tourisme, éducation, finance islamique, industrie pharmaceutique, pétrochimie, électrique et électronique, huile de palme.

Stock d'IDE français en Malaisie (en millions EUR)



Source : Banque de France

## Environnement des affaires et conseils pratiques

### Les usages du pays

L'anglais est la langue des affaires. Les Malaisiens ont généralement un bon niveau d'anglais, l'enseignement de cette langue débutant dès le primaire et se poursuivant jusqu'à la fin du secondaire. Le coût d'un interprète est d'environ 500 MYR par jour.

La demande de rendez-vous, qu'elle concerne un établissement privé ou public, doit être accompagnée d'informations sur votre société et préciser l'objet de la rencontre. Il ne faut pas hésiter à reconfirmer le rendez-vous la veille. Il faut arriver à l'heure à l'entretien.

Il est préférable d'arborer une tenue correcte et sans fantaisie. Un homme devra, en l'absence de veste, porter une chemise à manche longue ; une femme, un vêtement long et couvrant ses épaules.

### Les pratiques commerciales du pays

#### Moyens de paiements

Le crédit documentaire est le moyen de paiement le plus utilisé par les entreprises françaises exportant des produits en Malaisie. Il est émis par une banque de droit malaisien ou par une banque étrangère en Malaisie. Si son usage est vivement conseillé lors d'une première relation d'affaires avec une entreprise malaisienne, certaines grosses entreprises, disposant de bonnes signatures, refusent de l'utiliser. Dans ce cas-là, l'encaissement documentaire est à privilégier. Il existe d'autres moyens de paiement, moins fiables, utilisables en Malaisie : virement par *swift* (pour les entreprises françaises connaissant déjà leur client malaisien), paiement par chèque de banque (pour des opérations ponctuelles) le paiement par chèque étant quant à lui vivement déconseillé. La lettre de change, le billet à ordre et la technique des comptes centralisateurs sont peu utilisés.

#### Règlementations de base ou référentiel à consulter

L'« *Employment Act* » de 1995 et les « *Amendments 1998* » sont les principales législations gérant les réglementations du travail en Malaisie. Concernant la fiscalité, l'« *Income Tax Act* » est le règlement de base sur l'imposition des sociétés.

#### Règles de communications lors des contacts professionnels et personnels

Le jour de l'entretien, il faut concentrer son attention sur le cadre le plus haut placé. L'ordre et la hiérarchie sont en effet importants dans le mode de pensée malaisien, et il convient de le respecter. Aussi, pensez à saluer le supérieur hiérarchique avant ses subalternes, et à vous adresser à lui plutôt qu'aux autres. Comme en France, la poignée de main est usuelle en guise de salutation.

UBIFRANCE et les Missions Economiques vous proposent quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes du réseau UBIFRANCE et les Missions Economiques.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : [www.ubifrance.fr](http://www.ubifrance.fr)

#### © 2010 – Ubifrance et les Missions Economiques.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance et des Missions Economiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

#### Clause de non-responsabilité :

Ubifrance et les Missions Economiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Ubifrance et les Missions Economiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

**Auteur** : Mission économique Ubifrance de Kuala Lumpur

Avec la contribution du Service économique de Kuala Lumpur

#### Adresse :

Ambassade de France en Malaisie  
196, Jalan Ampang - PO Box 10575  
50718 Kuala Lumpur

**Rédigé par** Thurian Mahéo, Laure Baquero

**Revu par** François Matraire

**Version originelle** du 12 août 2009

Version mise à jour du 10 mai 2011

